

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 novembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge", a donné le 10 novembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 november 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit", heeft op 10 november 1999 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

Conformément à la demande d'avis, l'examen de la section de législation du Conseil d'Etat se limite à l'article 4 du texte en projet et, plus précisément, aux dispositions de cet article qui apportent à l'article 12bis du Code de la nationalité belge des modifications nouvelles par rapport à celles contenues dans l'avant-projet de loi examiné par la section de législation du Conseil d'Etat dans l'avis n° L. 29.576/2 donné le 8 octobre 1999 (1).

Observations générales

1. Dans l'avant-projet de loi ayant fait l'objet de l'avis n° L. 29.576/2 précité, l'article 12bis, § 1er, du Code de la nationalité belge n'était modifié qu'en ce qui concerne les conditions d'âge permettant à un étranger, né en Belgique et y ayant sa résidence principale depuis sa naissance, d'acquérir la nationalité belge par déclaration de nationalité. Alors qu'actuellement l'étranger doit avoir entre dix-huit et trente ans, le projet prévoyait de supprimer la limite de trente ans afin d'augmenter le nombre de personnes pouvant bénéficier de la procédure.

(1) Le Conseil d'Etat n'examine pas davantage les dispositions modifiées suite aux observations formulées dans l'avis n° L. 29.576/2.

Le texte à nouveau soumis pour avis au Conseil d'Etat modifie fondamentalement l'article 12bis, § 1er, afin de faire correspondre les conditions de base de la procédure d'acquisition de la nationalité belge par déclaration de nationalité avec celles de la procédure de naturalisation mentionnées à l'article 19, alinéa 1er. Désormais, l'étranger ne doit plus être né en Belgique. S'il remplit les conditions d'âge (dix-huit ans) et de durée de résidence principale en Belgique (cinq ans ou trois ans pour les réfugiés et apatrides reconnus), il aura le choix entre la procédure de déclaration de nationalité (article 12bis) et la procédure de naturalisation (articles 19 et 21). Une différence subsiste néanmoins : seule la procédure de naturalisation permettra à l'étranger de voir assimiler la résidence à l'étranger à la résidence en Belgique lorsqu'il prouve avoir eu, pendant la durée requise, des attaches véritables avec la Belgique (article 19, alinéa 2).

2. La déclaration de nationalité et l'option sont des modes d'acquisition volontaire de la nationalité réservés à ceux que la loi présume, en raison de leur naissance, de leur filiation ou, plus simplement encore, de leur résidence, avoir des attaches étroites avec la Belgique. C'est la raison pour laquelle elle leur accorde, moyennant certaines conditions, un droit subjectif à l'acquisition de la nationalité belge. Ceux qui, ne pouvant se prévaloir de telles attaches, souhaitent acquérir la nationalité belge peuvent demander à la Chambre des représentants de leur octroyer la faveur de la naturalisation.

.../...

Dans ses avis n°s L. 28.274/4 (1) et L. 29.576/2 (2), la section de législation du Conseil d'Etat a clairement souligné la différence entre ces divers modes d'acquisition de la nationalité belge, différence qui trouve son fondement dans la Constitution.

"La Constitution consacre deux dispositions à l'attribution de la nationalité belge.

L'article 8, alinéa 1er, prévoit que "la qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile".

L'article 9 dispose que "la naturalisation est accordée par le pouvoir législatif fédéral".

La naturalisation est "conçue comme une faveur qui peut être octroyée par l'Etat à un étranger, elle fait l'objet d'une appréciation discrétionnaire de la part des autorités publiques et ne saurait à cet égard faire l'objet

(1) Avis n° L. 28.274/4 donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 21 septembre 1998 sur des projets d'amendements du Gouvernement devenus la loi du 22 décembre 1998 "modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation" publié in Doc. parl., Ch. repr., sess. 1997-1998, n° 1334/7, p. 12.

(2) Avis n° L. 29.576/2 donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 8 octobre 1999 sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge".

d'une contestation devant les tribunaux" (1). Elle ne doit comporter aucune motivation (2).

Par contre, il a toujours, jusqu'à présent, été considéré qu'à l'exception de la naturalisation, l'acquisition de la nationalité belge était, dans tous les autres cas, un droit réglé par la loi "civile", en vertu de l'article 8, alinéa 1er, de la Constitution.

L'acquisition de la nationalité belge par déclaration de nationalité ou d'option est soumise à diverses conditions, celles prévues aux articles 12bis, 13, 14 et 15 du Code de la nationalité belge.

Celui qui les remplit dispose d'un droit subjectif à l'acquisition de la nationalité belge (3).

En cas de contestation sur l'existence de ce droit, celle-ci est, dans l'état actuel de la législation, tranchée par les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire.

Par contre, s'agissant de l'acquisition de la nationalité belge par naturalisation, le fait pour l'intéressé de remplir les conditions prévues à l'article 19 du Code de la nationalité belge, ne lui confère aucun droit; il appartient à la Chambre des représentants d'apprécier souverainement s'il y a lieu ou non de lui accorder la faveur sollicitée. Cette décision n'est pas susceptible de

(1) F. Delpérée, "Droit constitutionnel", tome I, Bruxelles, Larcier, 1980, p. 126. Voir dans le même sens, Ch.-L. Closset, "Traité de la nationalité en droit belge", Bruxelles, Larcier, 1993, p. 293; P. De Visscher, "Droit public, tome I, p. 130. Voir aussi C.A., arrêt n° 75/98 du 24 juin 1998, Moniteur belge du 7 juillet 1998.

(2) C.A., arrêt n° 61/96 du 7 novembre 1996, point B.12.1, Rec., p. 774.

(3) A. Beirlaen, "Belgisch Staatsrecht", I, Bruges, Die Keure, 1988, p. 119; E. Sluys, "Het gerechtelijk toezicht op de nationaliteitskeuze", T.P.R., 1991, 1089.

faire l'objet d'un contrôle de la part des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire." (1).

3. En prévoyant qu'en cas d'avis négatif du procureur du Roi les procédures d'acquisition de la nationalité par déclaration de nationalité et par option sont transformées, sauf volonté contraire de l'intéressé, en une demande de naturalisation, la loi du 22 décembre 1998 a modifié le système traditionnel qui avait été conçu au départ des articles 8 et 9 de la Constitution.

En permettant à un étranger âgé de dix-huit ans accomplis, qui a fixé sa résidence principale en Belgique depuis cinq ans au moins (2), d'acquérir la nationalité

(1) Avis n° L. 28.274/2, op. cit., p. 12. Voir également l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 75/98 du 24 juin 1998 qui s'exprime en des termes identiques :

"B.4. Le Constituant, en ne laissant pas à une autorité administrative la faculté d'accorder la naturalisation, mais en réservant cette faculté à un pouvoir législatif comportant des assemblées élues alors qu'il est exceptionnel qu'une décision purement individuelle relève exclusivement d'une telle autorité, a entendu marquer qu'il maintenait la conception traditionnelle selon laquelle l'obtention de la nationalité belge par la voie de la naturalisation n'est pas un droit mais résulte de l'exercice d'un pouvoir souverain d'appréciation. C'est d'ailleurs en conformité avec cette volonté du Constituant que le Code de la nationalité dispose en sorte que la réunion de certaines conditions soit nécessaire pour pouvoir demander la naturalisation mais non suffisante pour l'obtenir alors que le même Code prévoit une série d'autres modes d'accès à la nationalité belge" (Moniteur belge du 7 juillet 1998).

(2) ou depuis trois ans s'il s'est vu reconnaître la qualité de réfugié ou d'apatride.

belge, soit par déclaration de nationalité soit par naturalisation, le texte en projet va plus loin encore. En établissant des conditions identiques pour l'introduction d'une demande de nationalité et pour celle d'une demande de naturalisation et en ne faisant pas référence, spécialement dans le premier cas, à la naissance de l'étranger sur le territoire belge ou à sa filiation par référence à un auteur belge, le texte en projet se départit de la conception sous-jacente à la rédaction des textes constitutionnels qui fait de l'acquisition volontaire de la nationalité, par demande ou par option, une procédure principale et qui fait de la naturalisation une procédure subsidiaire ouverte à ceux qui ne sont pas en mesure de bénéficier de la première forme d'acquisition de la nationalité.

Dans le système projeté, les conditions d'acquisition de la nationalité belge sont largement identiques, que l'on procède par la voie de la déclaration de la nationalité ou par celle de la demande de naturalisation. Ces procédures organisées de manière parallèle et concurrente risquent de déboucher sur des décisions contradictoires et de compromettre la sécurité juridique dans le domaine de l'octroi de la nationalité.

Le texte en projet risque, au surplus, de vider de toute utilité la procédure de naturalisation et de porter ainsi atteinte aux compétences que, dans son article 9, la Constitution reconnaît expressément au législateur.

L'introduction d'une demande spécifique de naturalisation risque de ne plus se justifier que dans l'hypothèse assez rare où l'étranger entend se prévaloir de

.../...

l'article 19, alinéa 2, qui permet d'assimiler la résidence à l'étranger à la résidence en Belgique lorsqu'il prouve avoir eu, pendant la durée requise, des attaches véritables avec la Belgique.

Si l'auteur du projet entend élargir les conditions d'accès aux procédures autres que la naturalisation, il convient qu'il redéfinisse cette dernière afin d'éviter les doubles emplois (1). La naturalisation pourrait subsister, par exemple, "... pour les cas exceptionnels, les "services éminents" - qu'il s'agisse d'exploits sportifs ou autres -, et sans que soit exigée la satisfaction de quelque autre condition" (2).

(1) Comme le soulignent les développements d'une proposition de loi "modifiant le Code de la nationalité belge" déposée le 13 mai 1997 au Sénat par MM. Lallemand, Mahoux et consorts :

"Il ne serait pas cohérent d'exiger, notamment, cinq ans de résidence pour introduire une demande de naturalisation, alors que le même délai suffirait pour obtenir la nationalité belge par une procédure très simple et très rapide.

C'est pourquoi nous proposons notamment de supprimer tout délai de résidence pour les demandes de naturalisation.

Nous pensons que cette modification donnera aussi une importance nouvelle à l'examen des demandes de naturalisation par la Chambre des représentants" (Doc. parl., S., sess. 1996-1997, n° 1-629/1, p. 3).

(2) Suggestion faite par B. Renauld in "La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif fédéral", R.B.D.C., 1997, p. 262.

Observations particulièresArticle 12bis, § 1er en projet

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la référence à l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est inexacte. Cette disposition, qui a depuis été complètement modifiée, concernait les personnes assimilées aux réfugiés. Le texte en projet, ainsi que l'article 19, alinéa 1er, seront adaptés en conséquence.

Article 12bis, § 2 en projet.

Il est inutile de prévoir que les formulaires de déclaration pourront être obtenus dans les administrations communales. En effet, les intéressés ne doivent pas remplir une demande écrite mais faire une déclaration orale dont l'officier de l'état civil prend acte.

Voorafgaande opmerking

Overeenkomstig de adviesaanvraag bepaalt de afdeling wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van artikel 4 van de ontworpen tekst en, inzonderheid, van de bepalingen van dat artikel die in artikel 12bis van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wijzigingen aanbrengen die nieuw zijn ten opzichte van die welke vervat zijn in het voorontwerp van wet waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 8 oktober 1999 advies nr. L. 29.576/2 uitgebracht heeft (1).

Algemene opmerkingen

1. In het voorontwerp van wet waarover het voormelde advies nr. L. 29.576/2 uitgebracht is, werd artikel 12bis, § 1, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit alleen gewijzigd wat betreft de leeftijdsvoorwaarde waaronder een vreemdeling die in België geboren is en er sinds zijn geboorte zijn hoofdverblijfplaats heeft, de Belgische nationaliteit kan verkrijgen door nationaliteitsverklaring. Dat ontwerp voorzag in de afschaffing van de leeftijdsgrens van dertig jaar opdat een groter aantal personen op de procedure aanspraak kunnen maken, terwijl de vreemdeling daartoe thans tussen achttien en dertig jaar moet zijn.

(1) De Raad van State onderzoekt evenmin de bepalingen die gewijzigd zijn als gevolg van de in advies nr. L. 29.576/2 gemaakte opmerkingen.

De tekst die thans om advies aan de Raad van State voorgelegd is, wijzigt fundamenteel artikel 12bis, § 1, om de grondvoorwaarden betreffende de procedure tot verkrijging van de Belgische nationaliteit door nationaliteitsverklaring in overeenstemming te brengen met de in artikel 19, eerste lid, vermelde grondvoorwaarden betreffende de naturalisatieprocedure. De vreemdeling hoeft voortaan niet meer in België geboren te zijn. Indien hij voldoet aan de leeftijdsvoorwaarde (achttien jaar) en aan de voorwaarde betreffende de vestiging van de hoofdverblijfplaats in België (vijf jaar, of drie jaar voor erkende vluchtelingen en staatlozen), kan hij kiezen tussen de procedure van nationaliteitsverklaring (artikel 12bis) en de naturalisatieprocedure (artikelen 19 en 21). Er blijft evenwel één verschil bestaan : de vreemdeling die wenst dat zijn verblijf in het buitenland wordt gelijkgesteld met het verblijf in België, door te bewijzen dat hij gedurende de vereiste periode door een werkelijke band met België verbonden is geweest (artikel 19, tweede lid), kan alleen van de naturalisatieprocedure gebruik maken.

2. De nationaliteitsverklaring en de nationaliteitskeuze zijn wijzen van vrijwillige verkrijging van de nationaliteit die alleen gelden voor degenen ten aanzien van wie de wet ervan uitgaat dat ze door hun geboorte, hun afstamming of, gewoon, hun verblijf, nauwe banden met België hebben. Om deze reden kent de wet hen, mits ze aan bepaalde voorwaarden voldoen, een subjectief recht toe op verkrijging van de Belgische nationaliteit. Degenen die, doordat ze zich niet op deze banden kunnen beroepen, de Belgische

.../...

nationaliteit wensen te verkrijgen, kunnen de Kamer van volksvertegenwoordigers verzoeken om hun bij wijze van gunst de naturalisatie toe te kennen.

In haar adviezen nrs. L. 28.274/4 (1) en L. 29.576/2 (2) heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State duidelijk de nadruk gelegd op het op de Grondwet gebaseerde verschil tussen deze verschillende wijzen van verkrijging van de Belgische nationaliteit.

"Twee bepalingen van de Grondwet zijn gewijd aan de toekenning van de Belgische nationaliteit.

Artikel 8, eerste lid, bepaalt dat "de staat van Belg (...) verkregen, behouden en verloren (wordt) volgens de regelen bij de burgerlijke wet gesteld".

In artikel 9 wordt bepaald dat "naturalisatie wordt verleend door de federale wetgevende macht".

De naturalisatie "est conçue comme une faveur qui peut être octroyée par l'Etat à un étranger, elle fait l'objet d'une appréciation discrétionnaire de la part des autorités publiques et ne saurait à cet égard faire

(1) Advies nr. L. 28.274/4, op 21 september 1998 door de afdeling wetgeving van de Raad van State gegeven over ontwerpen van amendementen van de Regering die de wet van 22 december 1998 "tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft" geworden zijn, bekendgemaakt in Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1997-1998, nr. 1334/7, blz. 12.

(2) Advies nr. L. 29.576/2, op 8 oktober 1999 door de afdeling wetgeving van de Raad van State gegeven over een voorontwerp van wet "tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit".

l'objet d'une contestation devant les tribunaux" (1). De beslissing tot naturalisatie dient geen enkele motivering te bevatten (2).

Tot nu toe heeft men daarentegen altijd aangenomen dat, met uitzondering van de naturalisatie, de verkrijging van de Belgische nationaliteit, in alle andere gevallen, een door de "burgerlijke" wet geregeld recht was, naar luid van artikel 8, eerste lid, van de Grondwet.

De verkrijging van de Belgische nationaliteit door nationaliteitsverklaring of door nationaliteitskeuze is onderworpen aan verschillende voorwaarden, die bepaald zijn in de artikelen 12bis, 13, 14 en 15 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

De verkrijging van de Belgische nationaliteit is een subjectief recht voor wie die voorwaarden vervult (3).

Ingeval er betwisting rijst over het bestaan van dat recht, wordt die betwisting bij de huidige stand van de wetgeving beslecht door de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde.

Wanneer het daarentegen gaat om de verkrijging van de Belgische nationaliteit door naturalisatie, doet het vervullen van de in artikel 19 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bepaalde voorwaarden voor de

(1) F. Delpérée, "Droit constitutionnel", boekdeel I, Brussel, Larcier, 1980, blz. 126. Zie in dezelfde zin Ch.-L. Closset, "Traité de la nationalité en droit belge", Brussel, Larcier, 1993, blz. 293; P. De Visscher, "Droit public", boekdeel I, blz. 130. Zie eveneens Arbitragehof, arrest nr. 75/98 van 24 juni 1998, Belgisch Staatsblad, 7 juli 1998.

(2) Arbitragehof, arrest nr. 61/96 van 7 november 1996, punt B.12.1, Verz., blz. 774.

(3) A. Beirlaen, "Belgisch Staatsrecht", I, Brugge, Die Keure, 1988, blz. 119; E. Sluys, "Het gerechtelijk toezicht op de nationaliteitskeuze", TPR, 1991, 1089.

belanghebbende geen enkel recht ontstaan; het komt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers toe soeverein te beslissen of er grond is om de belanghebbende al dan niet de gevraagde gunst toe te staan. Die beslissing kan niet worden getoetst door de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde." (1).

3. Door te bepalen dat indien de procureur des Konings een negatief advies uitbrengt, de procedures voor de verkrijging van de nationaliteit door nationaliteitsverklaring en door nationaliteitskeuze omgevormd worden tot aanvragen om naturalisatie, behalve indien de belanghebbende dit niet wil, heeft de wet van 22 december 1998 de traditionele regeling gewijzigd die op grond van de artikelen 8 en 9 van de Grondwet uitgewerkt is.

-
- (1) Advies nr. L. 28.274/4, op. cit., blz. 12. Zie eveneens arrest nr. 75/98 van het Arbitragehof van 24 juni 1998, dat in soortgelijke bewoordingen gesteld is :
"B.4. Door de bevoegdheid om de naturalisatie te verlenen niet over te laten aan een administratieve overheid maar ze voor te behouden aan een wetgevende macht die uit verkozen vergaderingen bestaat, terwijl het uitzonderlijk is dat een louter individuele beslissing uitsluitend bij een dergelijke overheid berust, heeft de Grondwetgever willen aangeven dat hij de traditionele opvatting handhaafde volgens welke de verkrijging van de Belgische nationaliteit door naturalisatie geen recht is maar voortvloeit uit de uitoefening van een soevereine beoordelingsbevoegdheid. Het is overigens in overeenstemming met die wil van de Grondwetgever dat het Wetboek van de Belgische nationaliteit voorschrijft dat bepaalde voorwaarden moeten zijn vervuld om de naturalisatie te kunnen vragen, maar niet volstaan om ze te verkrijgen, terwijl hetzelfde Wetboek voorziet in verschillende wijzen van toegang tot de Belgische nationaliteit" (Belgisch Staatsblad van 7 juli 1998).

.../...

De ontworpen tekst gaat nog veel verder, doordat een vreemdeling die de volle leeftijd van achttien jaar heeft bereikt en sedert ten minste vijf jaar (1) zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gevestigd, in staat gesteld wordt de Belgische nationaliteit te verkrijgen, hetzij door nationaliteitsverklaring, hetzij door naturalisatie. Door voor de indiening van een aanvraag om de nationaliteit te verkrijgen dezelfde voorwaarden vast te stellen als voor de indiening van een aanvraag om naturalisatie en door, inzonderheid in het eerste geval, niet te verwijzen naar het geval van de geboorte van de vreemdeling op het Belgische grondgebied of naar het geval van zijn afstamming van een Belgische ouder, wordt in de ontworpen tekst afgezien van de opvatting die gehuldigd werd bij het opstellen van de grondwettelijke bepalingen, namelijk dat de vrijwillige verkrijging van de nationaliteit, op aanvraag of door nationaliteitskeuze, een hoofdprocedure is, en de naturalisatie een bijkomende procedure, die openstaat voor degenen die op de eerste vorm van verkrijging van de nationaliteit geen aanspraak kunnen maken.

In de ontworpen regeling zijn de voorwaarden voor de verkrijging van de Belgische nationaliteit grotendeels dezelfde, ongeacht of er gebruik wordt gemaakt van de nationaliteitsverklaring of van de aanvraag om naturalisatie. Deze op parallelle wijze georganiseerde en met elkaar concurrerende procedures kunnen leiden tot tegenstrijdige beslissingen en de rechtszekerheid inzake de toekenning van de nationaliteit in het gedrang brengen.

(1) Of drie jaar, indien hij als vluchteling of staatloze erkend is.

De ontworpen tekst kan bovendien het nut van de naturalisatieprocedure volledig wegnemen en aldus inbreuk maken op de bevoegdheden die in artikel 9 van de Grondwet uitdrukkelijk aan de wetgever toegekend worden.

Het kan alleen nog gerechtvaardigd zijn specifiek een aanvraag om naturalisatie in te dienen in het zelden voorkomende geval waarin de vreemdeling zich wenst te beroepen op artikel 19, tweede lid, dat bepaalt dat verblijf van de vreemdeling in het buitenland kan worden gelijkgesteld met verblijf in België wanneer hij bewijst dat hij tijdens de vereiste periode werkelijke banden met België heeft gehad.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om de voorwaarden voor het in gang zetten van andere procedures dan die van de naturalisatie te verruimen, dient hij die laatste te herdefiniëren om overlappingsen te vermijden (1). De naturalisatie zou bijvoorbeeld kunnen blijven bestaan, "... pour les cas exceptionnels, les "services

-
- (1) Zoals onderstreept is in de toelichting bij een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit", dat op 13 mei 1997 in de Senaat door de heren Lallemand en Mahoux c.s. is ingediend :

"Het zou bijvoorbeeld niet logisch zijn een vijfjarig verblijf te eisen om een verzoek tot naturalisatie te kunnen indienen terwijl dezelfde termijn voldoende zou zijn om de Belgische nationaliteit te verkrijgen via een eenvoudiger en zeer snelle procedure.

Daarom stellen wij hier onder meer voor elke vorm van verblijfsduur te schrappen voor het verzoek tot naturalisatie.

Het wil ons voorkomen dat het onderzoek van de verzoeken tot naturalisatie door de Kamer van volksvertegenwoordigers door die wijziging grotere betekenis zal krijgen."

(Gedr. St., Senaat, zitting 1996-1997 nr. 1-629/1, blz. 3).

éminents" - qu'il s'agisse d'exploits sportifs ou autres -, et sans que soit exigée la satisfaction de quelque autre condition" (1).

Bijzondere opmerkingen

Ontworpen artikel 12bis, § 1

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de verwijzing naar artikel 57 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onjuist is. Die bepaling, die sindsdien volledig gewijzigd is, had betrekking op de met vluchtelingen gelijkgestelde personen. De ontworpen tekst, alsmede artikel 19, eerste lid, behoren dienovereenkomstig te worden aangepast.

Ontworpen artikel 12bis, § 2

Het heeft geen nut te bepalen dat de formulieren van verklaring bij de gemeentebesturen verkregen kunnen worden. De betrokkenen hoeven immers geen schriftelijke aanvraag in te vullen, maar moeten een mondelinge verklaring afleggen waarvan de ambtenaar van de burgerlijke stand akte neemt.

(1) Voorstel gedaan door B. Renauld in "La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif fédéral", R.B.D.C., 1997, blz. 262.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. A. LEFEBVRE,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS